

Frédéric SANDRON

ORSTOM,
BP 434
1004 El Menzah 4,
Tunis,
Tunisie

Le rôle des jeunes dans les stratégies familiales en milieu rural tunisien

1. INTRODUCTION

Dans beaucoup de pays du Sud, contrairement à ceux du Nord, les jeunes ne forment pas une catégorie sociale qui possède sa dynamique propre. S'ils se reconnaissent comme jeunes, c'est à travers un ensemble de caractéristiques particulières qui les inscrivent dans une logique familiale plus vaste. Dans le cas de la Tunisie rurale, que nous étudierons ici, les trajectoires des jeunes sont avant tout dictées par les intérêts de la famille, naguère élargie, dorénavant restreinte. Ceci ne s'observe pas partout avec la même intensité ni selon les mêmes modalités. Si le développement socio-économique de la Tunisie a été important ces dernières décennies, le fossé entre l'urbain et le rural demeure important. En milieu rural, l'environnement physique joue un rôle important en fournissant une palette plus ou moins large de possibilités d'activités permettant d'assurer un revenu, en général peu élevé. La fixation depuis de nombreux siècles des populations dans les oasis sahariennes, grâce au commerce de la datte et aux complémentarités économiques développées avec les nomades, est un bon exemple de cette adaptation aux conditions du milieu.

Depuis l'Indépendance en 1956, l'intervention croissante de l'Etat tunisien dans le développement rural et l'élargissement des possibilités de travailler et de vivre ailleurs ont modifié les comportements des jeunes et des familles. Les stratégies se sont diversifiées et donnent lieu à des modèles très différents d'une région à l'autre. Forte émigration des jeunes, avec envoi d'argent à la famille, ou accent mis sur le développement local endogène sont deux aspects idéalisés de ces stratégies. Parallèlement, au niveau local, les réseaux familiaux ou tribaux ont permis la mise en place de filières migratoires ou professionnelles qui spécialisent les jeunes dans tel ou tel type d'activité. La force et la pérennité de ces structures sont parfois supérieures aux schémas plus généraux évoqués précédemment. L'objet de cet article sera donc de voir à quelle échelle (régionale ou locale) sont prises les décisions en matière de stratégies familiales, et comment les trajectoires des jeunes s'y insèrent. A l'aide de ce changement d'échelle, l'approche géographique nous permettra de mieux comprendre les influences du milieu physique et celles du milieu social sur les

comportements des jeunes. A cette fin, nous utiliserons comme matériau les résultats

d'une enquête récente menée sur quatre sites en milieu rural tunisien (1).

2. PARTICIPATION DES JEUNES À L'ÉCONOMIE FAMILIALE

La famille, dans le monde arabo-musulman, est une notion floue qui revêt une multiplicité de formes à travers une sorte de hiérarchie emboîtée. Si la famille large et la famille restreinte ont toujours existé, ce sont les rapports qu'elles entretiennent entre elles qui ont subi des transformations importantes. Pour le monde maghrébin, on peut dater aux années 1930 le déclin des anciennes structures familiales (Kerrou et Kharoufi 1994) au profit d'une nouvelle conception de celles-ci. L'apparition de l'économie de marché, supplantant la fonction économique traditionnelle de la famille élargie, est un des facteurs de cette évolution vers un modèle généralisé où la fonction de décision est prise au niveau de la famille restreinte. Dans les liens qui unissent les deux types de familles, c'est donc vers une autonomie affirmée de la famille restreinte que l'on s'est dirigé.

En 1967, Bouhdiba parlait de la famille maghrébine comme d'un « véritable office de placement ». Cette acception éclaire l'étymologie du terme arabe *usra*, dont la racine signifie « capturer », « faire prisonnier » (Ben Salem, 1994), pour désigner la famille restreinte. L'idée de totalité qui en ressort indique la dépendance de l'individu face à cette unité. Les intérêts de la famille sont prioritaires sur ceux de l'individu. Au fil des siècles, dans un contexte de précarité et de pauvreté, ces intérêts, avant tout économiques, ont modelé une organisation du travail familial et une structuration précises des rôles de chacun. A ce titre, les jeunes participent à l'économie familiale selon des règles et coutumes séculaires. Par exemple, en milieu rural, les jeunes filles aident leurs mères aux travaux ménagers et à la corvée de bois, tandis que les jeunes garçons s'occupent du troupeau. Depuis l'Indépendance, ce schéma général

se confronte à un autre. En effet, l'Etat tunisien a mis en place une politique de développement global au sein de laquelle des mesures sociales révolutionnaires ont été prises. Abolition de la polygamie, suppression de la répudiation, instauration d'un âge minimum au mariage ont accompagné d'autres mesures sur la généralisation de la scolarisation ou la mise en place d'un système d'assurances sociales. Le statut des jeunes au sein de la famille se retrouve donc confronté à la volonté de l'Etat planificateur de développer des compétences humaines à la hauteur des besoins d'une économie de marché moderne.

Malgré les apparences, le statut traditionnel des jeunes dans la famille et la valorisation du capital humain voulue par les autorités ne sont pas toujours inconciliables. Si certaines familles, dans les milieux ruraux les plus pauvres, font le choix de ne pas scolariser leurs enfants pour leur assigner des tâches agricoles, en revanche d'autres misent sur la scolarisation et sur la future émigration des jeunes pour assurer un revenu à la famille. En effet, les solidarités familiales sont en général suffisamment fortes pour que les jeunes adultes migrants salariés envoient de l'argent à leurs parents restés au bled, c'est-à-dire dans les campagnes. Précisons à cet égard que les migrations dont il sera question ici sont des migrations internes orientées vers les grandes villes, la migration internationale, très répandue en Tunisie, étant davantage le fait des citadins.

C'est dans ce contexte général que l'on peut situer la place des jeunes dans les stratégies familiales. Avant de détailler les résultats de notre enquête sur ce point, il nous faut décrire brièvement l'environnement dans lequel les familles s'inscrivent.

(1) L'enquête a été menée en 1996 dans le cadre du programme DYPEN (Dynamique Population Environnement), qui est un collectif de recherche associant plusieurs établissements tunisiens et français : l'Institut des Régions Arides de Médenine, l'Institut Sylvo-Pastoral de Tabarka, le Commissariat Régional au Développement Agricole de Siliana, l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne, Le Centre de Recherche d'Etude et d'Information sur la Femme, le Centre National de Té-

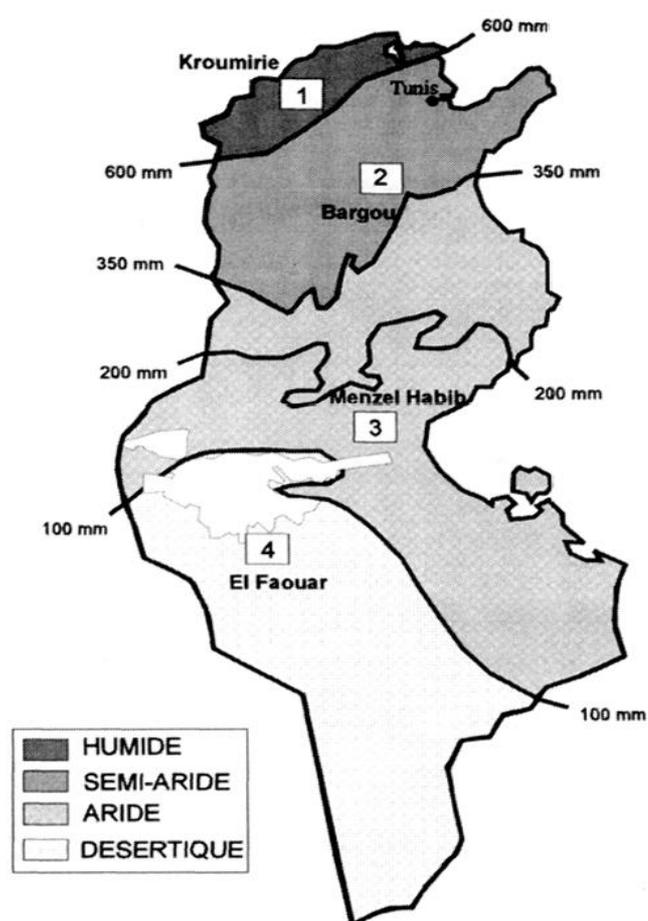
lédetection, le Laboratoire Population Environnement de l'Université de Provence / ORSTOM, l'ORSTOM de Tunis. Visant à comprendre les relations entre la population et son environnement, le programme s'appuie sur des enquêtes similaires menées dans quatre sites. L'échantillon, au quart, a été tiré de manière aléatoire et concerne environ 600 ménages par site en moyenne. Pour une présentation synthétique du programme DYPEN, on pourra se référer à Picouët (1996).

3. PRÉSENTATION DES QUATRE SITES D'ÉTUDE

Les sites retenus dans nos enquêtes ont été sélectionnés en fonction d'un gradient bioclimatique et de thématiques environnementales diverses, du nord au sud de la Tunisie (carte 1).

La zone 1, en forêt de Kroumirie, est située en Tunisie humide. Elle correspond à sept imadats (2) des délégations (2) de Aïn Draham et Tabarka (gouvernorat (2) de Jendouba). Elle est caractérisée par un taux de boisement important (chêne liège et chêne zéen) et un habitat clairsemé de douars (2). Les fortes pentes, l'enclavement et la rigueur du climat hivernal font de cette région une des plus déshéritées du pays. La population y connaît depuis plusieurs décennies l'exode rural et une baisse notable de la fécondité. La problématique environnementale principale est la gestion des ressources sylvo-pastorales (déforestation).

La zone 2 est la délégation de Bargou, dans le gouvernorat de Siliana. Située en climat semi-aride, on y distingue deux entités géographiques : la Dorsale Tunisienne (Jbel (2) Bargou et Jbel Mansour) et le Haut Tell dont la mise en valeur est dominée par la céréaliculture et l'élevage ovin. Ouverte aux influences de Tunis et des villes côtières, la population rurale est caractérisée par une forte mobilité (migrations, exode rural). La gestion des terres de culture face à l'érosion hydrique constitue l'axe principal de la problématique environnementale de ce site. En Tunisie aride, déficitaire en ressources hydriques, la délégation de Menzel Habib (gouvernorat de Gabès) est notre troisième site d'étude. Les problèmes de désertification (ensablement, dégradation des parcours steppiques) doivent être gérés en tenant compte des profondes mutations sociales et économiques que connaît la région (processus de sédentarisation des populations pastorales, mutations foncières à travers la privatisation des terres).



Carte 1. Situation des quatre zones d'étude du programme DYPEN.

Carte réalisée par Hassan Ayari

Enfin, la quatrième zone est située au sud du Chott (2) El Jerid, en ambiance saharienne. Elle recouvre deux imadats de la délégation de El Faouar, oasis dans le gouvernorat de Kébili. Caractérisée par une action volontaire de l'Etat (création de forages et périmètres irrigués), la région a vu au cours des dernières décennies la sédentarisation des tribus de pasteurs Ghrib et Sabria. La gestion de l'eau et des périmètres irrigués (salinisation), la gestion de la steppe environnante (dégradation des ressources ligneuses, ensablement) y constituent les thématiques environnementales essentielles.

(2) *Imadat* : entité administrative correspondant grosso modo à la commune française.

Délégation : regroupe plusieurs imadats. Elle peut être assimilée au canton ou à l'ancien « pays ».

Gouvernorat : équivalent de la région.

Douar : village.

Jbel : montagne.

Chott : dépression salée où les oueds viennent se jeter.

Tableau 1. Indicateurs démographiques et de scolarité

	Kroumirie	Bargou	Menzel Habib	El Faouar
Age moyen du chef de ménage	53,2 ans	53,5 ans	54,7 ans	50,1 ans
Effectif moyen du ménage	5,38	5,54	7,69	7,38
Descendance finale des femmes de 50 ans et plus	6,87	7,61	7,22	7,69
Proportion des 10-14 ans scolarisés	76,7 %	90,4 %	88,4 %	91,5 %
Proportion des 15-19 ans scolarisés	33,9 %	49,7 %	38,7 %	54,3 %

Source : Enquête DYPEN 1996

4. STRATÉGIES DÉMOGRAPHIQUE ET DE SCOLARISATION

Au sein de ces environnements très divers, les populations développent des stratégies dans lesquelles la participation des jeunes est essentielle. Dans les pays du Sud, on sait depuis longtemps l'importance des enfants en tant que main-d'œuvre et comme « garantie vieillesse » pour les parents. C'est pourquoi, en amont de la migration des jeunes, les variables de fécondité et de scolarisation sont au centre des décisions familiales (tableau 1).

Les différences les plus marquantes sont observées au niveau de l'effectif des ménages. Des écarts moindres dans l'indicateur de descendance finale des femmes nous amènent à penser alors que ce sont les deux zones du Nord qui connaissent les taux de migration les plus forts. En effet, la présence dans le ménage de membres extérieurs

à la famille nucléaire est trop faible (entre 4 et 8% selon les zones) pour expliquer un tel écart. De même, l'homogénéité des âges des chefs de ménage ne peut pas faire pointer du doigt sur un effet de structure.

Conjointement, on observe des taux de scolarisation des enfants très variables selon les sites puisque, dans la tranche d'âges 15-19 ans, le tiers des jeunes sont scolarisés en Kroumirie alors qu'ils sont plus de la moitié à l'être à El Faouar. La « déscolarisation » intervient relativement tôt dans le cas de la Kroumirie puisqu'un quart des enfants de 10 à 14 ans ne vont plus à l'école, alors même que celle-ci est encore obligatoire. La mise en perspective de ces taux de scolarisation avec les taux d'émigration va nous permettre de mettre en exergue les stratégies familiales au niveau régional.

5. MIGRATION ET ACTIVITÉ DES JEUNES

En Tunisie rurale, si l'on excepte les régions de culture à forte intensité capitaliste, les revenus tirés de l'agriculture et de l'élevage familial sont en général assez faibles. Avec la politique d'ajustement structurel, le secteur agricole subit une crise liée, d'une part, au désengagement croissant de

l'Etat vis-à-vis de ce secteur, d'autre part, au déséquilibre historique entre les régions littorales et intérieures (Ben Zid, Elloumi, 1993).

Dans ce contexte, la pluriactivité et la migration, qui étaient déjà des modes de régulation traditionnels, vont s'accroître et pren-

Tableau 2. Emigration et activité des jeunes

	Kroumirie	Bargou	Menzel Habib	El Faouar
Proportion d'enfants du chef de ménage (15-29 ans) résidant dans le ménage	71,2 %	59,2 %	90,6 %	92,8 %
Proportion d'enfants du chef de ménage (15-29 ans) émigrés en ville	23,1 %	34,2 %	6,8 %	6,8 %
Motif principal d'émigration (par ordre d'importance)	- travail - mariage - études	- travail - études - mariage	- travail - études - mariage	- études - service militaire - travail
Branches principales d'activité des actifs de sexe masculin (par ordre d'importance)	- services, commerce - industrie bâtiment	- administration - services, commerce	- administration	
Branches principales d'activité des actifs de sexe féminin (par ordre d'importance)	- bonnes - services, commerce	- administration - services, commerce		

(* échantillon trop faible, non représentatif)

Source : Enquête DYPEN 1996

dre des formes nouvelles. Notamment, alors que la population tunisienne du siècle dernier était majoritairement nomade ou semi-nomade, la mobilité contemporaine est toute différente. Après un exode rural important dans les années 1970, une politique de privatisation des terres et de mise en place d'infrastructures importantes a permis aux familles rurales d'améliorer quelque peu leurs conditions de vie. Mais le revenu familial reste faible et la contribution des jeunes à sa formation a pris une place grandissante dans les régions déshéritées. Par exemple, là où se sont implantées des usines de confection textile, il n'est pas rare que le salaire d'une ou plusieurs jeunes filles de la famille soit l'unique source de revenu.

Les modalités de l'insertion des jeunes dans l'économie familiale ont changé, même en milieu rural. S'ils participent toujours aux travaux agricoles comme auparavant, ils peuvent aussi exercer localement une activité lucrative sans rapport avec l'agriculture voire émigrer en ville et participer à distance à la formation du revenu. Les possibilités offertes en ce sens permettent donc bien de parler de stratégies familiales. A cet

égard, la proportion d'enfants de 15 à 29 ans du chef de ménage qui résident avec leurs parents et celle des migrants en ville, sont très révélatrices des choix effectués, ainsi que les types et branches d'activité des jeunes migrants (tableau 2).

Dans les deux régions du Sud, les jeunes sont nombreux à ne pas émigrer malgré un environnement physique difficile. Mais les conditions modernes de production agricole (forage et irrigation) et les investissements en infrastructures et en travaux d'aménagement de l'Etat favorisent la fixation des populations, enjeu majeur explicite en termes de développement régional. A El Faouar, la création de périmètres irrigués pour la culture de dattes a permis la réalisation effective d'une agriculture rentable d'exportation. Ceci a entraîné un commencement de développement endogène qui se caractérise par un nombre croissant d'emplois non agricoles, notamment dans le commerce, les services et l'administration. Face à ces opportunités, les jeunes, à qui l'administration propose en outre des parcelles et un petit pécule de départ remboursable, peuvent demeurer plus aisément avec leur famille dans

leur région d'origine. A Menzel Habib, les stratégies familiales reposent sur une polyrésidence, de nombreux ménages ayant une autre habitation à El Hamma, ville proche d'une trentaine de kilomètres, ou dans une autre grande ville aux alentours. En effet, les conditions climatiques font que l'emblavement des terres à Menzel Habib n'est fructueux qu'environ une année sur cinq en moyenne. Au sein de l'exploitation agricole, l'élevage représente alors une activité importante, dont la charge est souvent dévolue aux jeunes. Le travail des jeunes combine donc une activité agricole et des travaux divers, la plupart du temps sous l'impulsion de l'administration locale, exercés ponctuellement dans les zones proches, pour lesquelles on ne peut pas vraiment parler d'émigration ni même de « nouveau nomadisme » mais plutôt de nouvelles formes de mobilité.

Au Nord, les jeunes sont beaucoup plus enclins à l'émigration. En Kroumirie, les faibles opportunités économiques qui s'offrent à eux les poussent davantage à émigrer vers les villes du littoral. En particulier, les jeunes bonnes de la capitale tunisienne sont fréquemment issues de cette région. Des réseaux existent pour mettre en relation les ménages tunisois cherchant à employer du personnel domestique et les chefs de ménage kroumirs qui toucheront intégralement le salaire de leur fille. Quant à eux, les garçons trouvent à s'employer dans des emplois peu qualifiés dans le commerce ou le bâtiment. Dans cette zone, hormis les revenus issus de la migration, l'autre activité ren-

table au niveau familial est la vente de charbon de bois, activité illicite, à laquelle participent les jeunes garçons. En dehors de ces deux activités, l'agriculture dépasse peu le stade de l'autoconsommation et les chantiers forestiers (travaux d'entretien et de récolte pour le compte de l'Etat) permettent aux chefs de famille et aux jeunes garçons de bénéficier d'un maigre revenu. A Bargou, les possibilités réduites d'activités locales ne sont guère encourageantes face à l'attrait de la capitale proche. L'émigration des jeunes qu'on y constate est la plus forte des quatre sites, une stratégie de scolarisation y étant associée pour pouvoir espérer l'obtention d'un emploi qualifié à Tunis ou dans d'autres grandes villes.

D'une zone à l'autre, la participation des jeunes à l'économie familiale est finalement assez variée pour donner un sens à la notion globale de « stratégie familiale ». L'envoi des enfants du chef de ménage en migration et les choix de scolarisation effectués situent les espérances des familles sur la capacité des jeunes à s'intégrer dans l'économie locale, à faire fructifier la terre possédée ou à exercer un emploi, qualifié ou pas, en ville. Si ce schéma est surtout vérifié pour les garçons, le cas des jeunes bonnes de la région de Kroumirie montre que les filles peuvent aussi participer à l'économie familiale par un apport monétaire direct et non pas seulement en fournissant une main-d'œuvre gratuite et informelle. En outre, il est nécessaire de vérifier si ces types idéaux de stratégies observés au niveau de la délégation se révèlent aussi tranchés à une échelle plus grande.

6. SCOLARISATION ET MIGRATION: COMPARAISON AU NIVEAU LOCAL

Si une région, système spatial ouvert, se définit autant par ce qui l'entoure que par ses critères d'homogénéité interne (Cambrézy 1991), alors l'étude de tout processus régional passe par la détermination des niveaux pertinents d'analyse et de leur imbrication. C'est là une méthode qui permet de démêler en partie les effets de l'environnement physique, l'influence de l'espace ou l'impact des variables socio-économiques. Parmi ces dernières, on peut distinguer celles qui sont

le produit de l'histoire, disons culturelles pour simplifier, et celles liées à un découpage administratif, que celui-ci ait une validation historique ou non.

Une des manières de procéder pour juger de la pertinence d'une échelle ou d'une autre dans l'étude d'une variable consiste à calculer, pour chacune des échelles, le coefficient de variation (3) de la variable en question. Ceci permet de comparer la distribution des valeurs d'une variable d'un espace à un autre.

(3) Le coefficient de variation, nombre sans dimension, est le rapport entre l'écart type et la moyenne d'une série.

Tableau 3. Scolarisation et résidence des jeunes au niveau de l'imadat

		Kroumirie	Bargou	Menzel Habib	El Faouar	Coefficient de variation inter-zones
Nombre d'imadats		7	8	7	3	
Proportion des 15-19 ans scolarisés	Min	13,3 %	29,6 %	21,4 %	50,0 %	
	Max	53,7 %	67,4 %	51,6 %	58,3 %	
	Coefficient de variation intra-zone	0,37	0,21	0,28	0,07	0,18
Proportion d'enfants du chef de ménage (15-29 ans) résidant dans le ménage	Min	61,5 %	33,1 %	66,1 %	88,5 %	
	Max	79,9 %	71,6 %	99,2 %	94,3 %	
	Coefficient de variation intra-zone	0,10	0,25	0,11	0,02	0,18

Source : Enquête DYPEN 1996

La lecture des coefficients de variation intra-zone et inter-zones (tableau 3) semble indiquer que les taux de scolarisation sont davantage induits par une logique locale, contrairement aux migrations des jeunes qui apparaissent se référer d'abord à un contexte spatial plus vaste.

On peut résumer le schéma précédent en conjecturant que les migrations des jeunes sont fonction des différentiels d'opportunités socio-économiques offertes localement et sur les lieux potentiels d'émigration. Ensuite, le revenu escompté obtenu par le jeune, combiné à la probabilité de trouver un emploi correspondant à la qualification acquise, déterminent une stratégie de scolarisation qui peut s'interpréter justement comme une mesure de l'espérance du revenu anticipé. L'existence de filières migratoires spécialisées ou, de manière encore plus pragmatique, la présence d'une école proche du lieu d'habitation jouent sans aucun doute un rôle supplémentaire dans ce processus de choix.

La rapidité des transformations en cours de la société tunisienne (4), la prépondérance croissante de l'urbain au détriment du sec-

teur agricole, la baisse importante de la fécondité (5), viennent donner toute leur importance aux phénomènes de scolarisation et d'émigration que nous avons étudiés. Acquisition de capital humain et transfert de revenus sont au centre des stratégies familiales. Les solidarités qui demeurent au sein de la famille restreinte et l'attachement à la terre des populations rurales aboutissent ainsi à des stratégies familiales contemporaines au sein desquelles les enfants et les jeunes ont toujours une place importante. Dans les zones défavorisées, qui sont celles que nous avons étudiées, l'incertitude liée à des considérations physiques et socio-économiques est gérée selon des pratiques qui nécessitent une flexibilité maximale. On observe d'ailleurs que, dans certains pays du Sud, les taux de déscolarisation sont très fluctuants en fonction de la conjoncture. C'est le cas par exemple de certaines zones rurales du Maroc. En Tunisie, ce phénomène n'apparaît pas dans la même ampleur, le taux de scolarisation y augmente chaque année mais des différences très fortes subsistent entre les régions intérieures et littorales. De même, les migrations permettent

(4) Au niveau mondial, que ce soit sur la période 1960-1992 ou 1980-1992, la Tunisie arrive au quatrième rang des pays ayant le plus progressé selon l'Indicateur du Développement Humain (PNUD, 1994, Rapport mon-

dial sur le développement humain, Economica, Paris). (5) Supérieur à sept enfants par femme au début des années 1960, l'indice synthétique de fécondité est aujourd'hui inférieur à trois enfants par femme.

aujourd'hui une régulation rapide et fine des déséquilibres conjoncturels consécutifs, la plupart du temps, à des conditions climatiques et environnementales peu favorables.

La mobilité apparaît ainsi comme un mode adaptatif jouant un rôle de « soupape de sûreté des tensions démo-écologiques » (Domenach et Picouët 1995).

7. CONCLUSION

Quelques caractéristiques de la société tunisienne contemporaine méritent ici d'être rappelées : l'emploi d'une main-d'œuvre de moins en moins nombreuse dans l'agriculture, l'orientation de l'offre de travail vers une qualification croissante, l'attachement des populations rurales à leur terre, le maintien des liens de solidarité qui désignent la famille restreinte comme une unité de décision à part entière. Pour les raisons que nous avons développées, ces facteurs concourent à ce que la part des jeunes dans le processus de développement tunisien demeure essentielle. Les nouvelles stratégies mises en place par les familles rurales leur permettent ainsi de ne plus pratiquer un exode massif vers les villes, la mobilité se gérant davantage à travers les enfants des chefs de famille.

Le rééquilibrage régional et la part des migrations internes dans ce processus intéressent au plus haut point les autorités. Long-

temps pensée au niveau national, la politique de développement économique s'articule désormais à travers une conception régionale beaucoup plus prononcée. Il est admis que « la migration interne constitue un mécanisme de régulation socio-économique et spatiale, entre les régions et les milieux, de la distorsion inéluctable entre l'offre et la demande suite aux inégalités spatiales » (Ministère du Développement Economique 1995).

En généralisant le type d'approche que nous avons proposé, il serait sans doute possible d'orienter plus finement les politiques de développement régional en ciblant davantage les actions grâce à une meilleure connaissance des processus en œuvre qui font que les jeunes misent sur un développement endogène local ou fuient un environnement peu propice à leurs aspirations. La définition et la perception précises de cet « environnement » restent les aspects les plus complexes à définir.

BIBLIOGRAPHIE

BEN SALEM L., 1994, « Structures familiales et réseau d'entraide », *Cahier de l'Institut de Recherches et d'Etudes sur la Population*, n°11, Tunis : pp. 117-144.

BEN ZID R., ELLOUMI M., 1993, « Politique agricole et développement rural des zones marginales : le cas de la Tunisie », Communication au *Colloque International Développement des zones défavorisées méditerranéennes*, Fès, 1-4 novembre, Maroc.

BOUHDIBA A., 1967, « Point de vue sur la famille tunisienne actuelle », *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, n°11 : pp. 11-20.

CAMBREZY L., 1991, « Transfert d'échelle et organisation spatiale », in Mullon C. (Ed.) *Seminfor 4. Le transfert d'échelle*, Actes du quatrième séminaire in-

formatique de l'ORSTOM, ORSTOM Editions, Paris : pp. 281-289.

DOMENACH H., PICOUËT M., 1995, *Les migrations*, Presses Universitaires de France, Paris.

KERROU M., KHAROUFI M., 1994, « Maghreb. Familles, valeurs et changements sociaux », *Monde arabe Maghreb Machrek*, n°144 : pp. 26-39.

Ministère du Développement Economique, 1995, *Migration intérieure et développement régional*, Rapport intermédiaire, Tunis.

PICOUËT M., 1996, « Le problème population - milieux naturels en Tunisie » in Gendreau F. et al., *Populations et environnement dans les pays du Sud*, Karthala-CEPED, Paris: pp. 143-164.

Le rôle des jeunes dans les stratégies familiales en milieu rural tunisien

In: Espace, populations, sociétés, 1998-2. Les jeunes - The young People. pp. 227-234.

Résumé

Dans les pays en développement, l'unité de décision économique est souvent la famille. Les jeunes s'y insèrent selon un schéma bien établi dans les stratégies familiales. C'est d'ailleurs à ce titre qu'on les reconnaît en tant que «jeunes » et non en tant que classe sociale particulière. Sur la base d'une enquête menée en 1996, nous illustrons ce principe en Tunisie rurale, en mettant en évidence les relations qu'entretiennent les familles avec leur milieu physique, les opportunités que ce dernier procure et le rôle des jeunes dans les stratégies familiales. La diversité des schémas, selon des processus de scolarisation et de migration, est analysée selon deux échelles géographiques différentes.

Abstract

The role of young People in the familial Strategies in rural Tunisia

In LDC's, the economic division unit is often the family. For this reason, young people are included into family strategies. Moreover, young people are recognised by their status into families rather than a particular social class. According to a survey conducted in 1996, we illustrate this principle in rural Tunisia. We emphasise relations between families and the physical environment and the opportunities that its gives, and the part of young people in the family strategies. Diversity of schemes, due to education and migration processes, is analysed with reference to two geographical scales.

Citer ce document / Cite this document :

Sandron Frédéric. Le rôle des jeunes dans les stratégies familiales en milieu rural tunisien. In: Espace, populations, sociétés, 1998-2. Les jeunes - The young People. pp. 227-234.

doi : 10.3406/espos.1998.1837

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espos_0755-7809_1998_num_16_2_1837
